

LES ACTES DE VIOLENCE

LE DÉNOMINATEUR COMMUN

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire sur le même sujet, à l'adresse du premier ministre. Comme le premier ministre a refusé d'instituer un comité chargé de faire enquête sur les actes de violence en général, voudrait-il songer à en créer un, à seule fin de recueillir des renseignements sur les manifestations violentes, pour voir s'il y a un dénominateur commun au pays?

[Plus tard]

Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je pense que si on lui en avait laissé l'occasion, le premier ministre aurait tenu à répondre à la question que je lui ai posée il y a quelques minutes.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): J'ai cru qu'elle était adressée au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et j'ai pensé qu'il aurait peut-être quelque chose à dire à ce sujet. Je ne vois pas pourquoi nous devrions établir un comité pour mener une enquête sur la violence, comme le propose le député. Si nous le faisons, on dira que nous créons des comités à tout bout de champ mais qu'ils ne présentent aucun rapport et ainsi de suite. Nous gardons un œil sur la situation et un comité du cabinet est en train de l'examiner.

LA DÉFENSE NATIONALE

L'EXPLOSION AU CENTRE DE RECRUTEMENT DE REGINA

M. John Burton (Regina-Est): Ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. A-t-on découvert la cause de l'explosion, survenue dans la matinée de samedi dernier au Centre de recrutement des forces armées canadiennes à Regina?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): L'enquête se poursuit actuellement. On suppose maintenant qu'il s'agissait d'une explosion de gaz commercial, mais la police provinciale, les autorités municipales et celles de la base font enquête à ce sujet. Nous attendons un rapport sous peu.

L'OTAN—L'INTERRUPTION DES DÉBOURSÉS PENDANT LA RÉVISION DE LA POLITIQUE

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Puisque j'ai la parole, me permettra-t-on de répondre à une question posée le 5 février par le député de Selkirk? Je tiens à l'assurer qu'il n'y a pas de fonds publics affectés à la construction de bâtiments permanents pour les bases des forces canadiennes stationnées en Europe.

[L'hon. M. MacEachen.]

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT RURAL

A PROPOS DES DÉPENSES EN VERTU DU PROGRAMME ARDA

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, en l'absence de l'honorable ministre des Forêts et du Développement rural, je désire poser ma question au très honorable premier ministre, qui a beaucoup parlé des écarts régionaux, au cours de la dernière campagne électorale, ainsi qu'au cours de la dernière conférence fédérale-provinciale.

Peut-il nous assurer que les dépenses qui ont été faites en vertu du programme ARDA, au cours de 1966-1967, alors que 16 millions de dollars ont été dépensés dans la province d'Ontario et 20 millions dans les neuf autres provinces...

M. l'Orateur: A l'ordre!

[Traduction]

LES TRANSPORTS

TERRE-NEUVE—L'ABANDON DE NOUVELLES LIGNES FERROVIAIRES

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. A-t-il été saisi d'une demande visant à supprimer les services de deux lignes ferroviaires de plus dans la province de Terre-Neuve?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Je devrai transmettre la question du député à la Commission canadienne des transports.

M. Lundrigan: J'ai une question supplémentaire. Comme le comité est précisément en train de voyager dans cette partie du pays, puis-je demander au ministre de presser la Commission des transports de suspendre sa décision? En disant cela, je songe à la santé du ministre autant qu'à celle de M. Pickersgill.

LA FONCTION PUBLIQUE

LES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX RETRAITÉS—L'AUGMENTATION DES PENSIONS

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au président du Conseil du Trésor une question qui fait suite aux renseignements donnés au hansom d'hier en réponse à une question que j'ai fait inscrire au *Feuilleton*. Étant donné que depuis le début de la présente session en septembre, plus de 600 fonctionnaires à leur retraite sont morts sans obtenir l'augmentation de pension recommandée il y a deux ans, le ministre peut-il nous dire combien longtemps nous devons encore attendre avant qu'on s'occupe de cette question?